

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 7-8

Artikel: Un étonnant exposé d'un ministre-conseiller soviétique
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345021>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un étonnant exposé d'un ministre-conseiller soviétique

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider*

La trentième réunion de l'Association des officiers du SHAPE, le 8 mars 1990, a bénéficié d'un exposé brillant du ministre-conseiller soviétique, M. Poulat Abdoullaev. Il est intéressant de reproduire les idées essentielles des thèses soutenues par cette personnalité éminente du corps diplomatique soviétique.

*
* *

La perestroïka, déclarait d'entrée en matière l'orateur, signifie-t-elle un échec historique? Désormais, selon lui, le socialisme soviétique est devenu plus vaste qu'antérieurement. Car deux écoles économiques et politiques y coexistent. Fait admis par bien des citoyens de l'URSS. Et, précisait l'orateur, l'ancien système administratif est entièrement déstabilisé. Il faut donc constituer une société soviétique pluraliste, tournée vers l'Europe et concédant la masse du pouvoir à des soviets élus par les populations, à tous les niveaux. En somme, le Parti cède en quelque sorte son pouvoir exécutif aux appelés du peuple. D'où un large débat, en vue du pouvoir de Gorbatchev. Il faut signaler que, le jour de l'exposé, on ne savait pas encore le grand succès que devait remporter Eltsine aux élections des territoires

non russes, au point de renforcer la position des populations non intégrées dans le territoire strictement russe. Quelles perspectives pour les populations baltes notamment...

Dans la suite de son exposé, Abdoullaev évoquait encore «un certain mécontentement» dans cette URSS où s'affirment désormais toutes les nationalités. Il déclarait être d'ailleurs né lui-même à Tachkent, se disant donc Soviétique non russe. Et il évoquait l'évolution des réformes intervenues, économiquement notamment, par un mode de distribution plus souple. D'où ces deux écoles en voie de développement en URSS. Et, d'après Abdoullaev, ce n'est pas là une mauvaise orientation puisque l'ancien système s'est, dit-il, amélioré. Et, précisait-il, on construit actuellement une véritable société démocratique et pluraliste, tournée vers l'Europe. Et tout l'essentiel du pouvoir doit bien appartenir aux soviets et être exercé par des hommes choisis par le peuple soviétique. Car «la révolution d'octobre c'était bien: tout le pouvoir aux soviets». En fait, le Parti, maintenant et tout démocratiquement, cède le pouvoir exécutif aux soviets, à tous les niveaux.

* Correspondant français.

En fait, il s'agit bien de créer une société pluraliste, tournée vers une Europe, elle-même pluraliste et vers les besoins de celle-ci. Il y a eu un grand débat, en URSS, au sujet de l'introduction du pouvoir présidentiel. Et, lors de son exposé, le ministre-conseiller admettait cependant, n'imaginant pas les vrais résultats d'un vote qui allait favoriser une tendance non prévue par lui, optait pour un parlement et un pouvoir judiciaire forts. Et il rappelait le système de «fédération» de son pays. Mais il soulignait aussi l'importance de la «glasnost», cette «franchise», cette «ouverture» qui, désormais, devra s'affirmer dans son pays rénové. Il rappelait les renseignements souvent incomplets fournis dans le passé par les autorités. Il critiquait l'imprécision de certains plans de Moscou, le manque d'informations sur les dépenses militaires, le budget officiel ne comportant que les salaires et pensions des forces armées, des parties importantes des armements figurant dans les budgets d'autres ministères, et les quelque 20 milliards de roubles déclarés au titre militaire ne constituant qu'un chiffre nettement inférieur aux dépenses totales réparties entre plusieurs ministères.

Puis l'orateur signalait les fausses déclarations concernant les chars. Désormais, par contre, le recours à la force devra être exclu dans les relations internationales. Il faut éliminer de celles-ci la solution par la force et reconnaître la suprématie des alliances

universelles, et exclure des relations entre Etats le facteur idéologique. Par contre, le choix socio-économique de chaque pays devra être respecté, et les relations commerciales devenir humaines. Tel est, selon Abdoullaev, le nouveau mode de penser de l'URSS. Et l'orateur citait, à titre d'exemple, la guerre d'Espagne, dont il dit: «C'était pire qu'un crime; nous avons pu nous rendre compte que c'était une faute.» Puis il faisait état du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. D'ailleurs c'était là une décision jamais discutée, ni par le parlement, ni par le gouvernement central, ni par le bureau politique, mais par un groupe restreint de chefs soviétiques désormais morts: Brejnev, Andropov, Gromyko et Ustinov. Les autres ont appris par la presse les faits évoqués. Or, soulignait Abdoullaev, «de telles affaires seraient à discuter au sein du Soviet suprême».

Puis le conférencier rappelait certaines critiques, disant que la perestroïka avait «tout détruit», que «l'URSS n'est plus une puissance mondiale admirée par tous les pays du monde». Et il citait Adam Michnik, un des leaders de la Solidarité polonaise, disant dans une lettre ouverte: «Ceux qui traitent mon pays de zone tampon l'insultent.» Abdoullaev partage cette manière de voir.

Il se demande aussi si la «zone tampon» est vraiment fiable. Car des «dirigeants responsables» parlaient bien chaque jour de l'unité avec l'URSS. C'était là, selon lui, une «unité de façade», les hommes en

cause n'ayant plus la confiance de leurs peuples. Mais, pour lui, il est heureux que les pays est-européens aient compris les réformes intervenues. D'où, pour certains d'entre eux, une coopération étroite avec l'URSS.

Puis était admis le fait que, dans un conflit Est-Ouest nucléaire, il n'y aura ni vainqueur ni vaincu. Et, d'ailleurs, il faudra éviter tout conflit entre les deux maîtres. L'URSS a proposé la suppression de toutes les armes nucléaires pour l'an 2000. Suggestion non retenue. Mais, à la rigueur, on peut retenir l'idée de l'URSS pour une décision nucléaire minimale à adopter. Et Moscou a agi beaucoup en ce sens. A vrai dire, en 1985, l'URSS «fulminait encore» contre l'option zéro du président Reagan, interprétée comme une tentative de désarmement unilatéral de l'Union soviétique. Mais finalement Moscou a accepté le principe de cette option et, en 1986, tout était bloqué. Puisque, dans un conflit nucléaire il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu, l'URSS avait bien proposé finalement l'élimination totale pour l'an 2000, mais s'était heurtée à l'opposition de l'Occident. Et, dans la suite de son exposé, l'orateur se demandait si, du fait des stocks asymétriques entre les deux camps, un compromis heureux n'était pas possible. «Nous détruisons plus de missiles que vous», dit-il au potentiel adversaire, mais les USA éliminent leurs missiles à moyenne portée, qui menaçaient le territoire soviétique. Et Abdoullaev estime maintenant que les

deux parties ont gagné à ces deux attitudes compensatrices.

Il y a encore les pourparlers START, pour la réduction de 50% des armes stratégiques des deux Grands. Et le conférencier prévoyait des consultations semi-officielles à ce sujet. Il rappela aussi le désir de l'OTAN quant à la «flexible response» et celui des Etats-Unis de conserver des armes nucléaires en Europe. L'Est a certaines supériorités, mais a déjà procédé à des destructions partielles et prévoit une réduction de ses effectifs terrestres.

Puis, il évoquait la possibilité de réductions unilatérales, mais préférait les accords bilatéraux entre pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. Il citait l'accord en vue d'une réduction des forces soviétiques et américaines à 195 000 hommes en Europe centrale. Pourtant, à son sens, le vrai problème, c'est celui des avions, notamment des avions intercepteurs et ceux de l'entraînement. Il évoquait aussi le processus d'Helsinki envisagé par les 35 Etats de l'Alliance atlantique et ceux du Conseil de l'Europe. Et il rappelait que déjà le maréchal Koulikov, alors chef des forces du Traité de Varsovie, avait proposé au général Rogers une rencontre pour une discussion sur les forces classiques de part et d'autre. Mais le chef de l'Ouest ne pouvait alors accepter de tels entretiens, car il n'y avait aucun lien entre les deux alliances. Et la demande en cause a dû être transmise à l'attaché militaire américain de Bruxelles...

Maintenant, constate Abdoullaev, le dialogue entre les deux alliances, entre l'URSS et les pays de l'OTAN, est un fait. Et le ministre des Affaires étrangères Chevardnadze a fait une visite historique au QG de l'OTAN, où il a été reçu par le secrétaire général Woerner. Une visite au SHAPE n'a pu alors avoir lieu pour des raisons politiques. Puis le général Dedeurwaerder est venu demander à l'ambassade soviétique d'envoyer un auteur soviétique parler au SHAPE. D'où la présence de l'orateur à ce dernier, où il a pris la parole.

C'était là la fin de l'exposé de M. Abdoullaev qui, après sa conférence, a répondu encore aux questions de certains auditeurs, dont nous allons évoquer brièvement l'entretien avec l'orateur.

*
* * *

D'abord, c'est *un officier allemand* qui évoqua le défi éventuel reproché à l'Allemagne entière faisant partie de l'OTAN.

Réponse: C'est l'Allemagne elle-même qui devra fixer les formes de sa réunion. Questions posées: affaires intérieures, question strictement allemande; affaires extérieures qui intéressent également l'Est, la reconnaissance de frontières notamment. Selon l'OTAN, celles résultant de la Deuxième Guerre mondiale sont définitives. Par contre, pour le statut militaire, une adhésion de l'Allemagne

à l'OTAN serait un gain pour l'autre alliance. Or l'Ouest semble vouloir imposer son point de vue. Mais les discussions sont en cours et six pays vont les mener. Et les positions peuvent changer. En tout cas, l'orateur déclarait ne connaître que le point de vue soviétique.

Question d'un officier italien sur la «maison européenne commune».

Réponse: Du point de vue français, «de Brest en France à Brest en URSS», de «l'Atlantique à l'Oural» dans le domaine militaire. Et, sur le plan économique: distances plus grandes possibles. Le vrai problème: celui des avions, pour lequel un débat est engagé, notamment pour les avions d'entraînement. Des solutions probables sans doute vers la fin de l'année. Axe de cette mise au point: le processus d'Helsinki, par les 35 pays de l'Ouest. Mais il faudra bien des pourparlers pour d'autres réductions et des mesures de confiance. En dehors de celles-ci, par exemple, certains hommes politiques belges envisagent un parcours paneuropéen par des organismes tel le Conseil d'Europe. Et l'URSS pratique ce genre de réflexions. Pour elle, le Traité de Varsovie est un facteur stabilisateur. Et il faut bien des dialogues sur bien des sujets.

Mais, dit Abdellaev, «nous sommes d'accord avec vous: il ne faut pas dissoudre les alliances, mais pratiquer le dialogue sur bien des sujets». Et il rappelait qu'antérieurement le maréchal Koulakov avait bien proposé une

rencontre avec le général Rogers, rencontre que ce dernier n'avait pas pu accepter. Or, maintenant, le dialogue est bien engagé entre l'URSS et les pays de l'OTAN.

Face à un autre interlocuteur, M. Abdellaev, évoquant le possible désarmement nucléaire complet, constatait que des solutions partielles pourraient intervenir avant celui-ci.

A un *officer grec* s'interrogeant sur les changements intervenant actuellement en URSS, la réponse fut celle-ci: Ce réveil de la conscience nationale est une chose naturelle. Et c'est là une certaine menace pour la *perestroïka*. Or, ajoutait l'orateur: «Il y a deux menaces très graves: la situation économique et la situation ethnique. Mais il faut respecter la volonté souveraine de chaque peuple de l'URSS, comme le prévoit la Constitution. Il faut le faire, mais je ne pense pas qu'il y ait un peuple de l'URSS intéressé à la quitter. Il faut qu'il y ait une vraie discussion démocratique.»

A un autre interlocuteur demandant s'il existe un système étranger constituant un modèle attrayant pour le développement économique de l'URSS, l'orateur déclarait que celle-ci comportera légalement un secteur

public de 30 à 40%, le reste étant partagé entre des coopératives et des propriétés privées. Il y aura bien des millionnaires, mais aucune exploitation de l'homme par l'homme.

*
* * *

Il nous a semblé utile de présenter un aperçu de l'exposé évoqué, car il est certain que l'avenir de l'URSS semble procurer bien des perspectives heureuses à ses grands responsables du moment. Mais la situation de l'URSS évolue en quelque sorte de jour en jour. Ainsi certains faits, cités comme définitifs par le ministre-conseiller, semblent déjà remis en cause. Nous retiendrons de l'exposé cité à la fois l'ouverture annoncée et les grandes incertitudes des responsables soviétiques du moment, conscients des grandes missions leur incombant actuellement, mais aussi des évolutions susceptibles d'intervenir à tous niveaux internationaux, nationaux, voire même strictement régionaux ou simplement locaux. Il n'est pas facile, à l'heure actuelle, de détenir des responsabilités en Union soviétique.

F.-Th. S.